

# Termes de référence (TdR) pour les achats de prestations de services d'une valeur inférieure au seuil de l'UE

CONFIDENTIAL

**Coaching des Administrations fiscale et minière sur l'Approche basée sur la gestion des risques dans le contrôle des recettes de l'industrie minière en République Démocratique du Congo**

**Numéro du projet :  
G-011788-001**

**Numéro d'appel d'offres  
10021845**

0.	Liste des sigles et abréviations.....	2
1.	Contexte.....	3
2.	Mission du contractant .....	4
3.	Conception .....	5
	Conception technique et méthodologique.....	5
	Gestion de projet du contractant (1.6) .....	6
4.	Concept de ressources humaines .....	6
	Direction de l'équipe.....	7
	Expert·e clé 1 .....	7
	Expert·e clé 2 .....	8
5.	Consignes de calcul .....	9
	Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement.....	9
	Aspects de durabilité en matière de voyages .....	9
6.	Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs .....	11
7.	Consignes relatives au format de l'offre.....	12

## 0. Liste des sigles et abréviations

Conditions générales	Conditions générales relatives à la fourniture de services et d'ouvrages pour la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
COREF	Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques
CTCPM	Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière
DGDA	Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	Direction Générale des Impôts
DGRAD	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DISM II	Développement économique Intégré du Secteur Minier II
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
JE	jour(s) d'expert·e
RDC	République Démocratique du Congo
RGPD	Règlement Général sur la Protection des données
TdR	Termes de référence
UE	Union européenne

## 1. Contexte

La République démocratique du Congo (RDC) est un pays riche en ressources naturelles, qui recèle un fort potentiel de développement économique. L'industrie minière pourrait contribuer de manière significative au développement durable. Cependant, la croissance et les revenus du secteur minier n'ont, jusqu'à présent, pas permis de réduire sensiblement la pauvreté dans le pays. L'administration minière et les régies financières, chargées de contrôler efficacement le secteur en vue de mobiliser ces recettes, ont notamment besoin de renforcer leurs capacités techniques et opérationnelles.

Par le biais du projet « Développement économique intégré du secteur minier » (DISM II), la GIZ soutient l'intégration du secteur minier dans des systèmes économiques locaux organisés selon les principes de transparence et de participation. Son Output IV, cofinancé par l'Union européenne (UE) et le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), vise à garantir la durabilité de la contribution du secteur minier industriel aux recettes publiques.

Dans le cadre du contrôle fiscal des projets du secteur minier industriel, le projet DISM appuie le renforcement des capacités de l'administration fiscale et minière pour améliorer l'efficacité de la collecte des revenus issues du secteur minier, notamment via la lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert des bénéfices.

Des sessions de formation ont été organisées à Kinshasa de septembre à novembre 2024 et à Lubumbashi en mars 2025 sur 12 modules relatifs à la fiscalité de l'industrie minière (incluant : les normes comptables, le contrôle des recettes fiscales, non-fiscales et douanières des projets miniers, l'accès aux et compréhension des études de faisabilité des projets miniers, ...) au profit de plus de 150 agents des administrations fiscale et minière. En vue de pérenniser les connaissances acquises, certains bénéficiaires sélectionnés ont suivi une formation de formateurs. Le projet a ensuite appuyé ces administrations dans l'organisation des « formations internes » qui mobilisent ces agents devenus formateurs de leurs collègues. Ces séances de formation se sont tenues à Kinshasa en octobre-novembre 2025 et à Lubumbashi en décembre 2025 et mars 2026, au profit d'une centaine d'agents de la DGRAD, de la DGI et de l'Administration de Mines.

En parallèle, un cabinet international a mené une étude d'identification des pratiques utilisées par les administrations congolaises dans la planification et la conduite des missions de contrôle fiscal des grands projets miniers en RDC. Sur cette base, il a proposé, en étroite collaboration avec les parties prenantes, **une Approche basée sur la gestion des risques dans la programmation et la conduite des missions de contrôle fiscal des projets miniers.**

En vue d'accompagner davantage les services opérationnels concernés, les bénéficiaires ont sollicité l'élaboration d'un « **Guide de contrôle des opérations internationales des entreprises minières œuvrant en RDC** ». Cet outil permet aux contrôleurs des régies financières d'identifier et de faire face aux pratiques d'optimisation fiscale des entreprises minières autour d'opérations comptables complexes, de la manipulation des prix de transfert, de la commercialisation internationale des produits miniers marchands, ou encore de la cession des titres miniers entre opérateurs privés.

Tous les documents en rapport avec cette mission seront envoyés au contractant retenu avant le début de la mise en œuvre.

En vue de capitaliser ces acquis et permettre l'appropriation de l'Approche-risques et du Guide de contrôle des opérations, le projet recrute un cabinet ayant une expertise avérée dans l'accompagnement des administrations fiscale et minière en vue de renforcer leurs capacités de programmation, de conduite, d'évaluation et de documentation des missions de contrôle des opérations techniques et des recettes fiscales, non-fiscales et douanières du secteur minier industriel de la République Démocratique du Congo (RDC). Cet appui concerne principalement la Direction Générale des Impôts – DGI, et peut s'étendre aux autres structures concernées dont la Direction Générale des Recettes Administratives, judiciaires, Domaniale et de participation – DGRAD et Direction Générale de Douane et Accise – DGDA, les Directions/Divisions de Mines, Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière – CTCPM, Cadastre minier – CAMI, le Centre d'Expertise, d'Évaluation et de Certification des Substances Minérales Précieuses et Semi-Précieuses et l'Inspection Générale de Mines – IGM).

Pour rappel, l'Output IV du projet DISM II est mis en œuvre par la GIZ depuis septembre 2022, en collaboration avec le Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques (COREF) qui préside le Comité de Pilotage, et les Ministères des Finances, des Mines, du Budget et du Plan, ainsi que l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE-RDC).

## **2. Mission du contractant**

L'objectif principal de cette prestation est d'appuyer l'appropriation et l'intégration de l'approche basée sur la gestion des risques dans la programmation, la conduite et l'évaluation des missions de contrôle des opérations techniques et des recettes fiscales, non-fiscales et douanières des grands projets miniers en RDC par les administrations fiscale et minière.

Le contractant est responsable de la fourniture des prestations suivantes :

- Proposition d'une stratégie de vulgarisation, d'appropriation et d'intégration de deux documents produits par le projet : Approche-risque dans le contrôle fiscal et Guide de contrôle des opérations internationales des entreprises minières œuvrant en RDC
- Elaboration d'une checklist des actions à mener par les vérificateurs des structures étatiques dans la planification, la conduite, l'évaluation et la documentation des missions de contrôle fiscal des grands projets miniers en RDC
- Accompagnement des administrations fiscale et minière pour l'intégration de l'Approche-risque dans le processus de contrôle des opérations techniques et des recettes (fiscales, non-fiscales et douanière) des grands projets miniers. Il s'agit d'une assistance rapprochée et d'une orientation technique d'un groupe d'inspecteurs-vérificateurs dans la planification, la conduite, l'évaluation et la documentation d'au moins 3 missions de contrôle fiscal basé sur la gestion des risques.
- Evaluation des compétences techniques des inspecteurs-vérificateurs sur leurs capacités d'application de l'approche-risque dans la planification, la conduite, l'évaluation et la documentation des missions de contrôle fiscal.
- Le contractant établit des rapports réguliers à l'intention de la GIZ selon les indications figurant dans les Conditions générales de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH dans leur version en vigueur.

Pendant la durée du contrat, des jalons devront être atteints comme indiqué dans le tableau ci-après :

<b>Jalons / étapes du processus / prestations partielles</b>	<b>Date / lieu / responsable</b>
Réunion de démarrage avec les partenaires - clés de mise en œuvre de cette prestation. Demande et fourniture de la documentation nécessaire	01/09/2026, Kinshasa, GIZ/COREF/Prestataire
Production de la Note conceptuelle résumant la compréhension de l'Approche-risque et du Guide de contrôle ainsi que du plan de la stratégie de leur vulgarisation et appropriation par les administrations fiscale et minière	15/09/2026, En ligne ou à Kinshasa, Prestataire/GIZ
Elaboration et présentation de la Stratégie de vulgarisation, d'appropriation et d'intégration de l'Approche-Risque et du Guide de contrôle des opérations internationales des entreprises minières	30/09/2026, Kinshasa/en ligne, Prestataire/Partenaires
Présentation de la Checklist des actions à mener par les Vérificateurs/Contrôleurs; précédée d'une mission de consultation, suivie des discussions et de la validation par les acteurs-clés, en RDC	30/10/2026, Kinshasa, Prestataire/Partenaires
Elaboration et mise en oeuvre du plan détaillé et du chronogramme d'activités d'accompagnement des Inspecteurs-Vérificateurs des administrations fiscale et minière.	01/12/2026, Kinshasa et/ou en ligne, Prestataire
Séances pratiques d'accompagnement, d'encadrement et d'orientation (Coaching) et de renforcement de capacités des vérificateurs-Contrôleurs dans la programmation, la conduite et l'évaluation des missions de contrôle fiscal basées sur l'approche-risque	30/07/2027, Kinshasa et/ou en ligne, Prestataire/Partenaire/GIZ
Tests d'évaluation des compétences techniques des inspecteurs-vérificateurs sur leurs capacités d'application de l'approche-risque dans la planification, la conduite, l'évaluation et la documentation des missions de contrôle fiscal	30/08/2027, Kinshasa et/ou en ligne, Prestataire/Partenaire/GIZ
Réunion de clôture et présentation du rapport final de la mission de consultance	29/10/2027, Kinshasa, GIZ/COREF/Prestataire

Durée de la mission : **du 1er septembre 2026 au 30 novembre 2027.**

### **3. Conception**

Le soumissionnaire doit montrer dans son offre *comment* les prestations mentionnées au chapitre 2 (Mission du contractant) peuvent être fournies, le cas échéant en tenant compte d'autres exigences méthodologiques (conception technique et méthodologique). Le soumissionnaire doit en outre décrire de quelle manière sera organisée la gestion du projet pour la fourniture de prestations.

#### **Conception technique et méthodologique**

**Stratégie (1.1) :** le soumissionnaire doit aborder les tâches lui incombant en se plaçant dans le contexte des objectifs des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres (cf. chapitre 1 « Contexte ») (1.1.1). Ensuite, le soumissionnaire présente et justifie la stratégie explicite qu'il

entend mettre en œuvre pour fournir les prestations dont il assume la responsabilité (cf. chapitre 2 « Mission du contractant ») (1.1.2).

Le soumissionnaire doit présenter les acteurs importants pour les prestations dont il aura la responsabilité et décrire la **coopération (1.2)** avec ces acteurs.

Le soumissionnaire doit présenter et expliquer l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour **piloter** les mesures avec les partenaires du projet (1.3.1) ainsi que sa contribution au **suivi des résultats** (1.3.2).

Le soumissionnaire doit décrire les **processus** essentiels des prestations dont il aura la responsabilité et établir un **plan d'opérations** ou un planning d'exécution (1.4.1) montrant comment les prestations définies au chapitre 2 (Mission du contractant) seront fournies. Dans ce contexte, il lui est demandé de décrire notamment les étapes de travail nécessaires et de prendre le cas échéant en compte les jalons et les **contributions** d'autres acteurs (prestations de partenaires) conformément au chapitre 2 « Mission du contractant » (1.4.2).

Le soumissionnaire doit décrire au point « **Apprentissage et innovation** » comment il entend contribuer à la gestion des connaissances du partenaire (1.5.1) et de la GIZ et encourager les effets de mise à l'échelle (1.5.2).

#### **Gestion de projet du contractant (1.6)**

Le soumissionnaire doit expliquer **l'approche et la démarche** qu'il entend adopter pour la coordination de ses activités avec le projet de la GIZ. Il doit notamment indiquer les exigences en matière de gestion de projets figurant au chapitre 2 « Mission du contractant ».

Le soumissionnaire doit établir et expliquer un **planning d'affectation du personnel** pour l'ensemble du personnel spécialisé qu'il prévoit de mettre en place ; ce planning devra illustrer les durées d'intervention (périodes et jours d'expert-e) et les lieux d'intervention des différents membres de l'équipe et les affecter aux étapes mentionnées dans le planning d'exécution.

#### **4. Concept de ressources humaines**

Le soumissionnaire doit proposer des personnels pour les postes mentionnés ci-après et décrits en termes de tâches et de qualifications et joindre les curriculums vitæ correspondants (cf. chapitre 7).

Les qualifications énumérées ci-après correspondent aux exigences permettant d'atteindre le total maximal de points dans le cadre de l'évaluation technique.

**Note :** Compte tenu des exigences de cette mission qui implique un accompagnement rapproché des agents des administrations fiscales dans la planification, la conduite et l'évaluation des missions de contrôle fiscal, pendant plusieurs jours, un des experts-clés devrait être disponible, flexible et capable de répondre au besoin des partenaires car les calendriers des missions de contrôle fiscal dépendent de plusieurs facteurs. **Il est indispensable que cet expert soit basé en République Démocratique du Congo, dans la ville de Kinshasa.**

## **Direction de l'équipe**

### Tâches de la direction de l'équipe

- Responsabilité globale pour les lots de prestations de conseil fournies par le contractant (qualité et respect des délais)
- Coordination et garantie de la communication avec la GIZ, les partenaires et les autres parties prenantes du projet
- Gestion du personnel, notamment identification des besoins en missions de courte durée dans le cadre du budget disponible, planification et pilotage des interventions et encadrement des expert·e·s locaux·ales et internationaux·ales en mission de courte durée
- Établissement régulier de rapports dans les délais requis
- Répartition de tâches, élaboration et suivi de la méthodologie de travail et du planning des activités des consultants
- Assurance-qualité des documents et prestations des consultants avant soumission à la GIZ et aux partenaires
- Evaluation continue des activités, des prestations et des documents produits par les consultants, et proposition des améliorations
- Elaboration d'un test d'évaluation de compétence des vérificateurs-contrôleurs des administrations fiscale et minière sur leurs capacités à utiliser l'Approche-risque dans leurs missions de contrôle fiscal.

### Qualifications requises pour la direction de l'équipe

- Formation (2.1.1) : diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures / master) en finances publiques, économie, droit, fiscalité, administration publique, ou équivalent
- Langue (2.1.2) : connaissances de niveau C2 en Français (6/10 points) et C1 en Anglais (4/10 points)
- Expérience professionnelle générale (2.1.3) : 7 années d'expérience dans le secteur d'appui-conseil des administrations sur les réformes des finances publiques ou de la fiscalité
- Expérience professionnelle spécifique (2.1.4) : 2 années en renforcement de capacités des administrations fiscale et minière sur la gestion des risques dans le contrôle fiscal du secteur extractif;
- Expérience de direction / de management (2.1.5) : 3 années d'expérience de direction comme chef·fe d'équipe dans des projets
- Expérience régionale (2.1.6) : 3 années d'expérience dans des projets dans la région de l'Afrique centrale(6/10 points), dont 2 années dans des projets menés en République Démocratique du Congo (4/10 points)
- Expérience de la coopération au développement (2.1.7) : 2 années d'expérience dans des projets de CD
- Divers (2.1.8) : 1 année de collaboration avec les administrations fiscale et minière de la RDC sur le contrôle fiscal des grands projets miniers

## **Expert·e clé 1**

### Tâches de l'expert·e clé 1

- Analyse systématique des documents techniques (Approche-Risque et Guide de contrôle des opérations internationales des entreprises minières) en tenant compte du cadre légal de la RDC sur le contrôle fiscal de l'industrie minière

- Production de la note conceptuelle résumant la compréhension desdits documents ainsi que du plan de stratégie globale de vulgarisation, d'appropriation et d'intégration de l'approche-risque dans le contrôle fiscal
- Elaboration de la stratégie de vulgarisation, d'appropriation et d'intégration de l'approche-risque, et de la checklist des actions à mener par les vérificateurs-contrôleurs des administrations fiscale et minière dans la planification, la conduite, l'évaluation et la documentation des missions de contrôle des opérations et des recettes de l'industrie minière congolaise
- Participation à l'élaboration du test de connaissance des agents vérificateurs-contrôleurs des administrations fiscale et minière sur la maîtrise de l'utilité de l'Approche-risque et du Guide de contrôle des opérations internationales des entreprises minières œuvrant en RDC.

#### Qualifications de l'expert-e clé 1

- Formation (2.2.1) : diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures / master) en droit, gestion des ressources naturelles, économie, fiscalité, administration publique, ou équivalent
- Langue (2.2.2) : connaissances de niveau C2 en Français (6/10 points) et C1 en Anglais (4/10 points)
- Expérience professionnelle générale (2.2.3) : 7 années d'expérience dans le secteur des ressources extractives notamment le contrôle fiscal de l'industrie minière, l'appui des réformes publiques ou le renforcement de capacités des agents
- Expérience professionnelle spécifique (2.2.4) : 5 années d'expérience en contrôle des recettes fiscales issues de l'exploitation des ressources extractives des grandes entreprises
- Expérience régionale (2.2.6) : 2 années d'expérience dans des projets de la région d'Afrique centrale (6/10 points), dont 1 année en République Démocratique du Congo RDC (4/10 points)
- Expérience de la coopération au développement (2.2.7) : 2 années d'expérience dans des projets de CD
- Divers (2.2.8) : 2 années de collaboration directe avec les administrations fiscale (DGI, DGRAD, DGDA) et minière de la République Démocratique du Congo

#### **Expert-e clé 2**

##### Tâches de l'expert-e clé 2

- Appui de l'Expert 1 dans l'analyse contextuelle et la fourniture/l'interprétation des textes (legislatifs et réglementaires) relatifs à la fiscalité de l'industrie minière de la RDC
- Participation active à la production des documents dont la stratégie de vulgarisation et d'appropriation de l'approche ainsi que la Checklist dont la responsabilité principale revient à l'Expert - clé 1
- Elaboration et suivi de la mise en oeuvre du plan détaillé et du chronogramme d'activités d'accompagnement des Inspecteurs-Vérificateurs des administrations fiscale et minière. Ce document s'est issu de la stratégie globale élaborée par l'expert-clé 1

#### Qualifications de l'expert-e clé 2

- Formation (2.3.1) : diplôme universitaire (diplôme d'études supérieures / master) en droit, économie, fiscalité, administration publique, ou équivalent



- Langue (2.3.2) : connaissances de niveaux C2 en Français (5/10 points) et maîtrise d'une langue locale parlée dans la zone d'intervention(5/10 points) (Lingala, Swahili).
- Expérience professionnelle générale (2.3.3) : 7 années d'expérience dans le secteur de la fiscalité minière industrielle ou dans le renforcement de capacités des agents des administrations fiscale et minière
- Expérience professionnelle spécifique (2.3.4) : 5 années d'expérience en analyse des recettes fiscales issues de l'exploitation des ressources extractives des grandes entreprises
- Expérience régionale (2.2.6) : 3 années d'expérience dans la collaboration directe avec les administrations fiscale (DGI, DGRAD, DGDA) et minière (CTCPM, DirMines, CEEC, CAMI) de la RD Congo.

### Compétences relationnelles des membres de l'équipe

Outre leurs qualifications techniques, les membres de l'équipe doivent aussi posséder les qualités suivantes :

- Capacité à travailler en équipe
- Sens de l'initiative
- Aptitude à communiquer
- Compétences socioculturelles
- Démarche orientée vers les partenaires et les clients et efficacité dans l'action
- Esprit interdisciplinaire

## **5. Consignes de calcul**

### **Affectation du personnel et frais de voyage et de déplacement**

Les frais de subsistance seront remboursés sous forme d'indemnités journalières forfaitaires à concurrence des plafonds fiscaux applicables au pays considéré, selon le tableau des taux par pays figurant dans la circulaire du ministère fédéral allemand des Finances (BMF) relative au remboursement des frais de mission et de déplacement ([à consulter sous Bundesfinanzministerium - Steuerliche Behandlung von Reisekosten und Reisekostenvergütungen bei betrieblich und beruflich veranlassten Auslandsreisen ab 1. Januar 2026 \(ALLEMAND SEULEMENT\)](#)) [page du ministère intitulée « Traitement fiscal des frais de déplacement et remboursements de frais de déplacement lors de déplacements à l'étranger motivés par des raisons professionnelles et raisons liées à l'entreprise à partir du 01/01/2025 »)].

Les frais d'hébergement seront remboursés sous forme d'indemnité d'hébergement comme indiqué dans le cadre estimatif détaillé ci-après.

Les frais correspondants à un dépassement raisonnable du plafond de l'indemnité d'hébergement pourront être remboursés sur présentation de justificatifs et s'ils font l'objet d'une justification particulière.

Tous les voyages et déplacements doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec la personne responsable du projet.

### **Aspects de durabilité en matière de voyages**

La GIZ est tenue de réduire les émissions de gaz à effet de serre (émissions de CO<sub>2</sub>) provoquées par les voyages. Lors de l'élaboration de votre offre, veuillez tenir compte des

possibilités de parvenir à cette réduction, p. ex. en choisissant la classe de réservation causant le moins d'émissions (classe économique) ou en optant pour les moyens de transport, les compagnies aériennes et les itinéraires présentant la meilleure efficacité en termes de CO<sub>2</sub>. Pour les trajets courts, il convient de privilégier le train (2<sup>e</sup> classe) ou l'e-mobilité.

Les émissions de CO<sub>2</sub> causées par les voyages en avion doivent être compensées. À cet égard, la GIZ prescrit un budget via lequel les coûts de la compensation des émissions de CO<sub>2</sub> peuvent faire l'objet d'un décompte établi sur la base de justificatifs.

Le marché des certificats d'émissions de CO<sub>2</sub> rassemble une multitude de prestataires qui proposent différents critères d'impact sur le climat. La [fondation Alliance pour le développement et le climat](#) (site en allemand et en anglais) a publié une [liste de normes \(en allemand\)](#) dont la GIZ recommande l'application.

### Cadre estimatif détaillé

Note : **Veillez calculer votre offre de prix précisément sur la base des paramètres indiqués dans le tableau suivant. Toute déviation mènera à la requalification de votre offre en offre variante et de son exclusion de la procédure !**

Jours d'honoraires	Nombre d'expert-e-s	Nombre de jours expert-e	Total	Observations
<b>Chef/Directeur d'équipe</b>	1	20	20	dont 5 jours d'experts dans le pays d'intervention
<b>Expert-e clé 1</b>	1	35	35	dont 30 jours d'experts dans le pays d'intervention
<b>Expert-e clé 2</b>	1	55	55	55 jours d'experts dans le pays d'intervention dont 30 jours à Kinshasa et 15 jours en mission au Katanga
Frais de voyage et de déplacement	Quantité	Prix unitaire EUR	Total EUR	Observations
<b>Indemnités journalières pour le pays d'intervention</b>	50	65,00	3.250,00	50 jours dont 5 jours pour le/la chef-fe d'équipe, 30 pour Expert-e clé 1 et 15 jours pour Expert-e clé 2  En tant que somme forfaitaire dans la limite du plafond indiqué dans la <a href="#">prévue par la circulaire du BMF</a> pour la République Démocratique de Congo

<b>Indemnités d'hébergement pour le pays d'intervention</b>	50	À chiffrer dans le bordereau de prix	À chiffrer dans le bordereau de prix	<p>sur présentation de justificatifs, les frais d'hébergement peuvent faire l'objet d'un décompte <b>jusqu'à 100 % des montants forfaitaires prévus par la circulaire du BMF</b></p> <p><b>Jusqu'à 75 % des plafonds indiqués</b> dans cette <u>même circulaire</u> peuvent faire l'objet d'un <u>décompte au forfait</u>.</p> <p><b><u>Veuillez indiquer dans le bordereau de prix si votre offre s'entend avec un mode de décompte au forfait ou sur présentation de justificatifs.</u></b></p>
<b>Transport</b>	<b>Quantité</b>	<b>Prix unitaire</b>	<b>Total</b>	<b>Observations</b>
<b>Vols internationaux</b> Vers Kinshasa, RDC.	5	À chiffrer dans le bordereau de prix	À chiffrer dans le bordereau de prix	5 vols (Aller/Retour) jusqu'au lieu de la fourniture des prestations Kinshasa, <u>sur justificatif</u>
<b>Vols intérieurs</b>	4	À chiffrer dans le bordereau de prix	À chiffrer dans le bordereau de prix	4 Vols (Aller/Retour) à l'intérieur du pays d'intervention pendant la fourniture des prestations au Katanga (2 vols par Expert.e-clé) <u>sur justificatif</u>
<b>Compensation des émissions de CO<sub>2</sub> pour les trajets en avion pour les vols internationaux</b>	5	140,00	700,00	Il est prévu un budget de compensation des émissions de CO <sub>2</sub> permettant un décompte <u>sur présentation de justificatifs</u> .
<b>Compensation des émissions de CO<sub>2</sub> pour les trajets en avion pour les vols intérieurs</b>	4	120,00	480,00	Il est prévu un budget de compensation des émissions de CO <sub>2</sub> permettant un décompte <u>sur présentation de justificatifs</u> .
<b>Frais de visa et taxes aéroport</b>	1	1.350,00	1.350,00	<p>Un Budget est prévu pour les visa entrées multiples 3 mois (prix standard – 250) décompte <u>sur présentation de justificatifs</u>.</p> <p>Go-Pass au départ de l'aéroport de Kinshasa et de Lubumbashi</p>

## 6. Contributions de la GIZ ou d'autres acteurs

Il est prévu que la GIZ et/ou d'autres acteurs assurent les prestations suivantes :

- Postes de travail dans les locaux de la GIZ RD Congo lors des missions de courte durée., pour des raisons sécuritaires.
- Utilisation du véhicule du projet pour les déplacements sur place en mission en RD Congo, pour des raisons sécuritaires.
- Logistique pour les réunions et ateliers de travail : fournir le cadre (salle, repas, impression des documents de travail, matériels didactiques, ...) pour la tenue des séances de travail,

de consultations, de vulgarisation, d'appropriation et d'intégration de l'approche ainsi que de restitution de mission.

## **7. Consignes relatives au format de l'offre**

La structure de l'offre du soumissionnaire doit correspondre à celle des TdR. Notamment le plan détaillé de la conception (chapitre 3) doit correspondre à la structure des critères pondérés (et non dotés d'un facteur de pondération 0) du schéma d'évaluation. L'offre doit être facile à lire (police de taille 11 ou supérieure) et être rédigée de manière intelligible. **Elle est à établir en langue française.**

L'offre dans son ensemble ne doit pas excéder 10 pages (CV non inclus). Si le nombre maximum de pages prescrit est dépassé, le contenu des pages en surnombre ne sera pas pris en compte dans l'évaluation. Les contenus externes (tels que les liens conduisant à des pages web) ne seront pas non plus pris en compte.

Les CV des personnes proposées conformément au chapitre 4 des TdR sont à présenter au format précisé dans les conditions de candidature (ou format similaire). Chaque CV ne doit pas dépasser 4 pages. Tout CV doit indiquer, pour chaque projet mentionné, le poste que la personne proposée a occupé, les fonctions qu'elle a exercées et la durée de son engagement. **Les CV doivent aussi être rédigés en langue française.**

Veuillez calculer précisément votre offre de prix sur la base des paramètres indiqués au point 5 « Consignes de calcul ». Le contrat qui sera conclu n'ouvre pas droit à l'utilisation de l'ensemble des journées, voyages, ateliers ou budgets. Le nombre de journées, voyages, ateliers et le montant des budgets sont convenus à titre de plafonds. Les prescriptions relatives à la fixation des prix figurent dans le bordereau de prix.